

N° DP 24/1065

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 10 000 EUROS A L'ASSOCIATION DE PREVENTION SPECIALISEE POUR LE PROJET RECYCLERIE DE LA GARE - 2024

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention d'objectifs annuelle, ci-annexée,

CONSIDERANT la demande de subvention émanant de l'Association de Prévention Spécialisée dont le siège social est à Hyères, et ayant pour objet de mettre en œuvre des actions de prévention spécialisée en direction des jeunes et de leurs familles, mais aussi de mettre en œuvre des actions d'insertion sociale et professionnelle en direction des personnes en difficultés,

CONSIDERANT le projet « Recyclerie de la Gare : Écomobilité et Économie circulaire » qui vise à donner une seconde vie aux équipements de sport et de loisirs tout en contribuant à l'insertion sociale et professionnelles de demandeurs d'emploi,

CONSIDEREANT que ces actions entrent dans le cadre de la lutte contre l'exclusion et qu'il est donc important de soutenir ces actions,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de la politique de la ville, entend soutenir cette association,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER une subvention de 10 000 euros (dix mille euros) à l'Association de Prévention Spécialisée d'Hyères.

ARTICLE 2

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec l'Association de Prévention Spécialisée en vue de l'attribution d'une subvention de 10 000 € (dix mille euros).

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de l'exercice 2024 opération n°2 article 65748.

La présente Décision sera

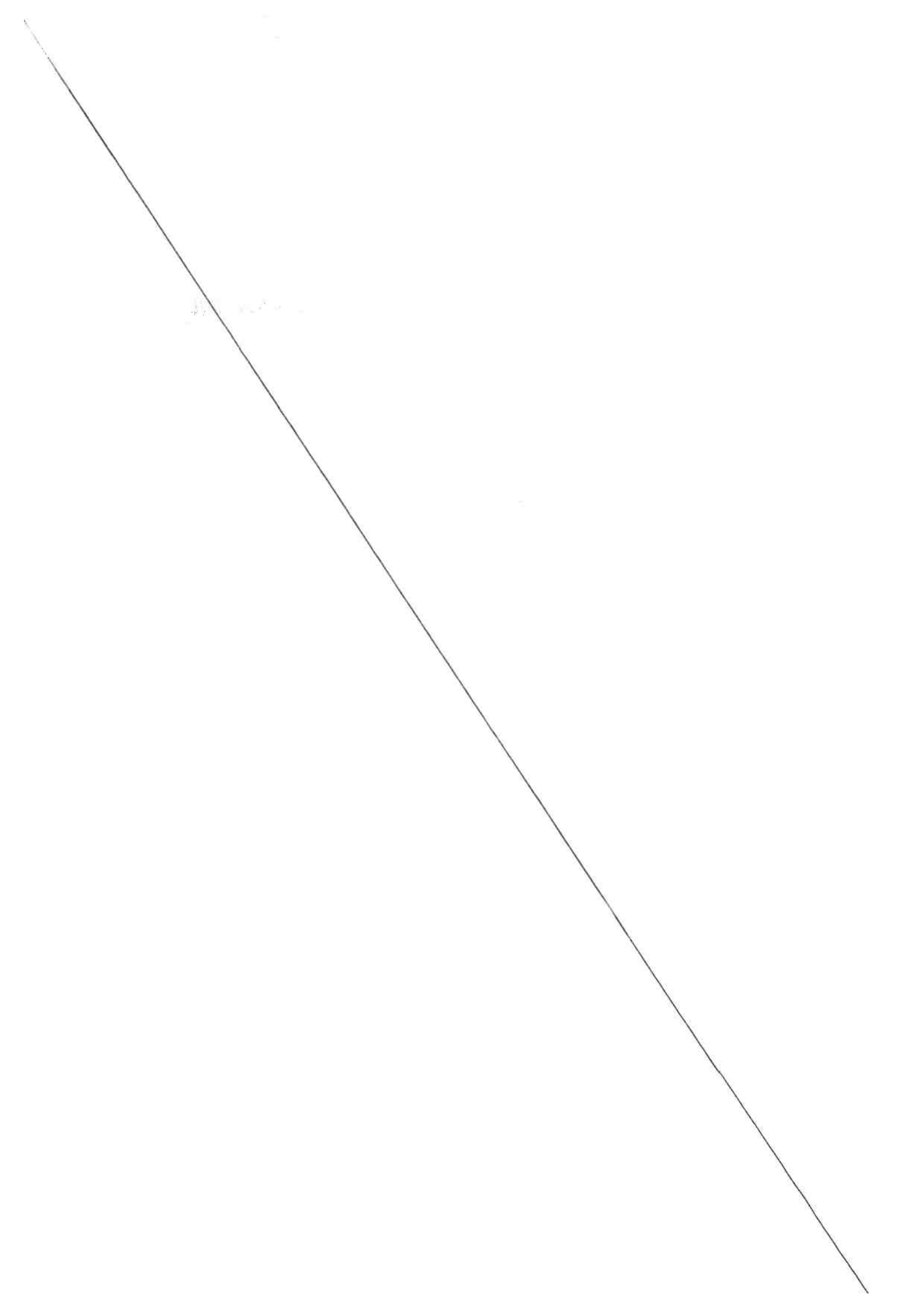
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **29 NOV. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





Convention annuelle d'objectifs

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la décision n°24/ en date du ,

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'Association de Prévention Spécialisée (APS) régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège 11, Bd Pasteur – 83400 HYERES, représentée par le Président dûment mandaté, Monsieur Vincent TESSERAU habilité à cet effet par les statuts de l'association,

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

L'Association de Prévention Spécialisée met en œuvre des actions de prévention spécialisée en direction des jeunes et de leurs familles, mais aussi de mettre en œuvre des actions d'insertion sociale et professionnelle en direction des personnes en difficultés.

L'Association, au fil des années, a enrichi ses moyens d'action par le développement des secteurs d'intervention, des métiers, des supports d'activités.

Au titre des missions relevant de l'insertion professionnelle, l'association intervient dans le cadre d'un chantier d'insertion et de son service d'aide à la mobilité sur le territoire TPM.

C'est ainsi que l'association va mettre en place, en 2025, « la Recyclerie de la Gare : Écomobilité et Économie circulaire » qui vise à donner une seconde vie aux équipements de sport et de loisirs tout en contribuant à l'insertion sociale et professionnelles de demandeurs d'emploi.

L'objectif est de collecter, réparer et revendre les équipements à des prix solidaires, permettant ainsi un accès aux loisirs pour les personnes à faibles revenus et sensibilisant les habitants à des comportements éco-responsables. Par ce projet, l'association souhaite également renforcer sa position dans le domaine de l'économie solidaire et circulaire.

Pour ces raisons, il est décidé de soutenir l'Association de Prévention Spécialisée.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité. La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2024.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement l'Association de Prévention Spécialisée à hauteur de 10 000 euros pour le projet de la Recyclerie de la Gare 2025.

Ce montant est inscrit au Budget principal 2024, opération n°2, article 65748.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 10 000 euros sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- Un seul versement, soit 10 000 euros, à la notification de la convention.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes.

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée d'un an. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr

- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

La présente convention comporte une annexe.

- Annexe I : Note d'opportunité

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association
APS

Vincent TESSERAU

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN



Note d'Opportunité

Recyclerie de la Gare : Écomobilité et Économie Circulaire

Montant de la subvention demandée : 10 000 €

1. Identité de la Structure

- **Nom de la structure porteuse** : Association de Prévention Spécialisée (APS)
 - **Activité principale** : Recyclerie et chantier d'insertion basé sur la collecte, le réemploi et la vente solidaire d'articles de sport, loisirs et cycles.
 - **Nombre de salariés** : 4 salariés actuellement (objectif de 7 d'ici fin 2025)
-

2. Description et Objectifs du Projet

Titre : Recyclerie de la Gare

Porteur de projet : Association de Prévention Spécialisée à Hyères

Date de lancement : 5 novembre 2024

Durée : 12 mois (1/1/2025 au 31/12/2025)

Résumé

La Recyclerie de la Gare vise à donner une seconde vie aux équipements de sport et de loisirs tout en contribuant à l'insertion sociale et professionnelle de demandeurs d'emploi. L'objectif est de collecter, réparer et revendre ces équipements à des prix solidaires, permettant ainsi un accès aux loisirs pour les personnes à faibles revenus et sensibilisant les habitants à des comportements éco-responsables. Par ce projet, APS souhaite également renforcer sa position dans le domaine de l'économie solidaire et circulaire.

Cet atelier boutique est complémentaire avec l'atelier vélo déjà existant en centre-ville d'Hyères. Ouvert depuis 3 ans, cet atelier développe des activités de réparation de vélos, d'ateliers d'auto-réparation et de vente de vélos d'occasion. Les résultats obtenus depuis 3 ans ont favorisé la volonté d'APS d'apporter une étape supplémentaire avec la création de la Recyclerie Articles de sports et de Loisirs.

Objectifs et Résultats escomptés

1. **Favoriser l'accès aux activités sportives pour tous** : Revendre des équipements à bas coût pour encourager la pratique du sport, accessible aux ménages modestes.
2. **Insertion professionnelle et sociale** : Permettre à des demandeurs d'emploi en difficulté d'intégrer un parcours de réinsertion. APS, qui possède une expertise de plus de 30 ans dans ce domaine, soutient la réintégration de ses bénéficiaires dans divers métiers (réparation de cycles, vente, collecte, etc.).
3. **Réduction des déchets** : Valoriser les articles inutilisés ou destinés aux déchetteries, limitant ainsi le volume de déchets tout en créant des partenariats avec des éco-organismes comme Ecologic.
4. **Sensibilisation des jeunes et des familles** : Organiser des ateliers de sensibilisation et d'éducation à l'économie circulaire dans les quartiers prioritaires (visites, jeux de piste, ateliers de réparation de vélos).

3. Contributions aux Besoins Sociaux et Économiques

Sociétal : Diminuer les déchets, démocratiser l'accès aux sports, et sensibiliser la population locale aux enjeux du recyclage et de la seconde main.

Emploi : Créer un parcours de réinsertion pour les demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail.

Local : Favoriser le dynamisme de Hyères et du quartier de la gare avec la première recyclerie ASL de la commune, et s'intégrer au tissu économique et solidaire local.

4. Publics Visés

- **Résidents de Hyères et de TPM** (pour la collecte des équipements)
- **Personnes à faibles revenus**
- **Demandeurs d'emploi orientés par des structures comme France Travail**
- **Jeunes et familles** (dans le cadre des actions de sensibilisation)

5. Économie Solidaire et Positionnement Local

Le projet s'inscrit dans une démarche d'économie solidaire en répondant à des enjeux sociaux et environnementaux tout en valorisant les ressources humaines locales par des parcours d'insertion. La recyclerie sera un acteur local de la transition écologique et solidaire, valorisant la réutilisation et la réparation d'équipements et renforçant les liens sociaux par des actions de sensibilisation. En se positionnant comme "point accueil vélo", la recyclerie jouera également un rôle stratégique pour les cyclistes locaux et les touristes, en proposant des services de réparation, d'information et, potentiellement, de location de vélos électriques.

6. Grandes Étapes du Projet

1. **Prise de bail du local et recrutement** : Local situé au 9 Rue Minvielle à Hyères, recrutement des premiers salariés.
2. **Ouverture de la boutique et collecte** : Effective depuis le 5 novembre 2024, incluant une demande de labellisation “Accueil vélo” en tant que point d’information et de services pour cyclistes. Un rdv avec TPM a permis une visite des locaux le 8/11/2024.
3. **Développement de partenariats** : Promotion de la démarche auprès des acteurs économiques locaux, et engagement des entreprises partenaires.
4. **Mise en place d’actions de sensibilisation auprès des jeunes et des familles** par le biais d’ateliers au sein des quartiers prioritaires de la commune d’Hyères. Nous souhaitons également sensibiliser les entreprises et leurs salariés à la pratique du vélo comme outil de déplacement professionnel.
5. **Location de vélos électriques** : Prévue pour juin 2025, sous réserve d’une étude préalable sur les besoins de la population et la viabilité financière du projet.
6. **Bilans intermédiaires et finaux** : Premiers bilans en juin 2025 et évaluation de la pérennité du projet en septembre 2025.

3

7. Budget d’investissement nécessaire au lancement de l’activité

Montant global : 82 023 €

- **Charges :**
 - Travaux et équipements : 64 750 € (atelier et boutique)
 - Autres équipements : 7 273 €
 - Acquisition de vélos électriques : 10000 €
- **Recettes :**
 - **ADEME** : 37 770 € (demandé)
 - **Région** : 24 702 € (demandé)
 - **Fondation d’entreprise (en cours)** : 19 551 € (Veolia, crédit agricole et/ou caisse d’épargne)

8. Budget de fonctionnement exercice 2025

Compte	Description	Montant (en €)
Dépenses prévisionnelles		
60 Achats	Achat de fournitures et matériel	6 308
61 Services extérieurs	Loyers, entretien, réparation, communication	18 395
62 Autres services extérieurs	Honoraires, frais divers (bancaires, postaux)	2 256
63 Impôts et taxes	Taxe sur salaire, taxes administratives	6 384
64 Charges de personnel	Salaires et charges pour permanents et postes d'insertion	159 831
68 Dotations aux amortissements et provisions	Amortissement des équipements	15 730
Frais de siège	Gestion administrative et opérations générales	9 637
Total Dépenses		218 541
Compte	Description	Montant (en €)
Recettes prévisionnelles		
70 Ventes	Ventes de produits finis et prestations de services	59 634
74 Subventions d'exploitation	Subventions de l'État, Région, commune	49 459
	Subvention de la métropole TPM	10 000
75 Autres produits de gestion courante	Aides aux postes d'insertion	99 448
Total Recettes		218 541

Demande de subvention à TPM :

Montant : 10 000 €

Utilisation prévue : Financement des équipements nécessaires à l'accueil vélo, à l'aménagement du point de vente, et aux actions de sensibilisation de la recyclerie de la gare et à l'achat de vélos électriques.

9. Enjeux et objectifs

Pour s'inscrire dans les objectifs et les enjeux de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM), le projet de recyclerie et de réparation/ vente de vélos d'occasion « **Recyclerie de la Gare : Écomobilité et Économie Circulaire** » contribuera activement à promouvoir le vélo et les modes de déplacement durables. En complément des aménagements cyclables et des initiatives de soutien au vélo déjà engagées par la Métropole, la recyclerie apporte une solution concrète pour l'accès économique aux vélos, et étoffera ensuite ses services aux vélos à assistance électrique (VAE).

En lien avec les objectifs du Plan de Déplacements Urbains 2015-2025 de TPM

1. Soutien aux modes actifs : Le projet s'inscrit dans l'orientation 3 du Plan de Déplacements Urbains, qui vise à rendre le territoire favorable aux modes actifs. En rendant accessibles des vélos d'occasion reconditionnés, la recyclerie facilitera l'augmentation de l'usage quotidien du vélo, contribuant à l'objectif de TPM de multiplier par 2,4 les déplacements à vélo d'ici 2025.
2. Développement du réseau et des infrastructures cyclables : La recyclerie participe indirectement à l'utilisation du réseau cyclable, qui s'étend désormais sur plus de 269 km et vise à atteindre 400 km. En offrant un « Point Accueil Vélo » avec des services de réparation et de

sensibilisation, le projet renforce les infrastructures d'accompagnement pour les cyclistes, complétant les 2 000 places de stationnement et les aménagements réalisés par la Métropole.

3. Promotion de la mobilité durable : En favorisant l'accès à des vélos économiques et en sensibilisant les habitants aux bienfaits du vélo, notamment électrique, le projet répond aux priorités de la Métropole en matière de réduction des émissions de CO₂ et de promotion des modes de transport doux. Il complète également les initiatives d'aide à l'achat de VAE mises en place par TPM, qui ont déjà bénéficié à plus de 3 500 usagers.
4. Objectif de 3 % de part modale pour le vélo : En encourageant les habitants de tous niveaux de revenus à se tourner vers le vélo pour leurs déplacements quotidiens et leurs trajets professionnels, le projet contribuera à l'objectif de TPM d'atteindre une part modale de 3 % pour le vélo.

Conclusion

En intégrant pleinement les objectifs stratégiques de la Métropole TPM, la « Recyclerie de la Gare » vise à devenir un acteur local engagé pour la promotion du vélo et la transition écologique. La subvention demandée aiderait à couvrir les frais de fonctionnement du projet, en particulier pour les actions de collecte, de réparation, et de sensibilisation, assurant ainsi son alignement avec les ambitions de TPM pour un territoire durable et favorable aux mobilités douces.

Contacts :

Julien MOSSER, Chef de service administratif et financier
Corinne FALCO, Directrice

☎ 04 94 12 17 00

